

## Communiqué de presse du CSEE

### Les enseignants demandent aux entreprises d'assumer davantage de responsabilités pour améliorer les « compétences adéquates ».

le 2 octobre 2014

Le 29 septembre 2014, BusinessEurope, UAEPME, Eurochambers et Eurocommerce ont publié un document politique intitulé [« Competitiveness First »](#). En réponse à ce document, le CSEE (Comité syndical européen de l'Education), qui représente 11 millions d'enseignants et de formateurs et est une fédération syndicale de la CES, insiste auprès des entreprises pour qu'elles s'engagent davantage pour le développement des « *compétences adéquates* » des demandeurs d'emploi et des travailleurs et pour le soutien des systèmes d'éducation et de formation visant à préparer les étudiants à la vie et au travail en général par l'amélioration de leurs compétences de base, mais aussi de leurs compétences transversales, civiques et des [8 compétences clés](#).

Les syndicats d'enseignants pensent également que la principale tâche de tous les décideurs politiques en Europe, y compris les partenaires sociaux, doit être de surmonter la crise économique, d'augmenter le taux d'emploi, d'attirer les investissements privés pour la création d'emplois et de réduire la pauvreté. Pour ce faire, le CSEE ne cesse de réitérer la nécessité d'investissements favorisant la croissance, tout particulièrement dans le secteur de l'éducation (par exemple : Message du CSEE sur [les investissements dans l'éducation](#), de juin 2014.)

Nous sommes cependant fermement opposés à la position des entreprises demandant que « *les systèmes d'éducation et de formation en général reflètent les besoins des entreprises et les réglementations du marché du travail.* »

« *Les systèmes d'éducation et de formation doivent certes préparer les étudiants et les apprenants adultes à la vie et au travail. Cependant, il n'est ni souhaitable ni acceptable de chercher à ajuster les objectifs à long terme de l'éducation et de la formation aux besoins à court terme et en constante évolution des entreprises* », a déclaré Martin Rømer, le Directeur européen du CSEE en réaction au document « Competitiveness First. » « *Les systèmes d'éducation et de formation ne sont pas conçus pour - et ne doivent pas viser à - préparer aux seules « compétences adéquates exigées » au « bon moment » pour les entreprises, surtout à l'heure actuelle, alors que les demandes des travailleurs et de leur travail évoluent constamment. Dans l'Europe d'aujourd'hui, les étudiants doivent être armés de connaissances tant générales que pratiques et de compétences nécessaires pour réussir et relever les défis d'environnements sans cesse différents. Parallèlement, ils doivent être conscients de la nécessité de l'apprentissage tout au long de la vie pour améliorer leurs connaissances et leurs compétences* », a-t-il ajouté.

Le CSEE demande aux entreprises d'adapter leurs attentes par rapport aux systèmes d'éducation et de formation et de renforcer leur responsabilité quant à la formation des travailleurs. Les entreprises jouent un rôle essentiel dans la mise à jour des compétences de base et dans la proposition de compétences complémentaires liées au travail de leurs employés. Cependant, de nombreuses entreprises ont toujours tendance à engager et à proposer des formations principalement aux travailleurs qualifiés<sup>1</sup>. Cette pratique contribue indéniablement à l'augmentation de la ségrégation sur le marché du travail et donc également à l'exclusion sociale et à la pauvreté.

---

1 Eurofound (2012), [Cinquième enquête sur les conditions de travail en Europe](#), Office des publications de l'Union européenne, Luxembourg; McKinsey&Company Rapport (2014), [Education pour l'emploi : Mettre la jeunesse européenne au travail](#).